

Convention collective départementale

IDCC : 1967. – **INDUSTRIE DES MÉTAUX
DU BAS-RHIN**
(4 avril 1996)

(Etendue par arrêté du 25 juin 1997,
Journal officiel du 6 juillet 1997)
(*Bulletin officiel* n° 1997-4 bis)

■ *Journal officiel* du 23 avril 2006

**Arrêté du 11 avril 2006 portant extension d'un avenant à un accord
conclu dans le cadre de la convention collective de l'industrie des
métaux du Bas-Rhin (n° 1967)**

NOR : SOCT0610855A

Le ministre de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement,

Vu les articles L. 133-1 et suivants du code du travail ;

Vu l'arrêté du 25 juin 1997 et les arrêtés successifs, notamment l'arrêté du 10 février 2006, portant extension de la convention collective de l'industrie des métaux du Bas-Rhin du 4 avril 1996 (composée des clauses communes, de l'avenant « ouvriers, employés, techniciens, agents de maîtrise », de l'avenant du 22 juin 1993 relatif aux rémunérations annuelles effectives garanties) et des accords la modifiant ;

Vu l'avenant du 6 décembre 2005, relatif aux rémunérations minimales hiérarchiques, à la rémunération annuelle effective de garantie et à la prime de congé annuel, à la convention collective susvisée ;

Vu la demande d'extension présentée par les organisations signataires ;

Vu l'avis publié au *Journal officiel* du 4 février 2006 ;

Vu les avis recueillis au cours de l'enquête ;

Vu l'avis motivé de la Commission nationale de la négociation collective (sous-commission des conventions et accords), recueilli suivant la procédure prévue à l'article R. 133-2 du code du travail,

Arrête :

Article 1^{er}

Sont rendues obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés compris dans le champ d'application de la convention collective de l'industrie des métaux du Bas-Rhin du 4 avril 1996, et à l'exclusion de la répara-

tion d'appareils électriques pour le ménage non associée à un magasin de vente, les dispositions de l'avenant du 6 décembre 2005, relatif aux rémunérations minimales hiérarchiques, à la rémunération annuelle effective de garantie et à la prime de congé annuel, à la convention collective susvisée.

Article 2

L'extension des effets et sanctions de l'avenant susvisé est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par ledit avenant.

Article 3

Le directeur des relations du travail est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 11 avril 2006.

Pour le ministre et par délégation :
Le directeur des relations du travail,
J.-D. COMBEXELLE

Nota. – Le texte de l'avenant susvisé a été publié au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n° 2006/2, disponible à la Direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au prix de 7,61 €.